NEWS > Energy and Climate

Nucléaire décarbonné : tensions, intérêts et alliances de blocage au sein du Conseil de l'UE

*Le nucléaire entre outil de transition, soutien, extension et sûreté : un thème gravitationnel des négociations bruxelloises - **ce que dit l'Autriche** de ses positions anti nucléaires*

SHARE POLITICOPRO Free article for BWS readers only

Publié le 13 novembre 2026



Image libre de droit centrale nucléaire

Latest news

Starlink connection restored at high speed in Ukraine, defense minister says 16 MINS AGO

Burnham pushes Trump on Ukraine's Starlink access

Melania Trump says she secured 'localized' ceasefire in one Ukrainian city

Ukraine and Russia each exchange 270 prisoners of war 20 HRS AGO

Austria expels 4 Russian diplomats

French prosecutors open hate crime probe after deadly drive-by shooting 22 HRS AGO

ALL LATEST NEWS >

Related Tags

Energy Climate Governance EU transition Competitiveness

Related countries

USA Ukraine Hungary Russia Finland EU

Le Conseil de l'UE - un schisme autour du nucléaire

BRUXELLES - Outil de transition pour certains acteurs, source de dépendance pour l'autre , le nucléaire comme énergie bas carbone continue de visiter le Conseil de l'UE. Le 22 octobre, 12 représentations étatiques - Belgique, Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pologne, Tchéquie, Roumanie, Slovénie, Suède - se portent signataires d'un communiqué sous le nom d'« Alliance pour le nucléaire » soutenant le nucléaire comme énergie bas carbone. L'argument principal étant celui de la souveraineté étatique préservant le choix du mix énergétique garanti par l'article 194 du TFUE. De facto, la coalition rejette l'idée d'un cadre trop contraignant ou de sanctions réclamant à l'inverse une flexibilité formelle et un soutien financier passant par l'extension de fonds pour une transition « juste » au nucléaire. La crainte de la coalition résidant dans le risque d'une architecture climatique perçue comme pénalisante pour leur mix énergétique, les laissant in fine sans financements suffisants.

Cependant, cette prise de position génère l'organisation des oppositions au sein du Conseil, rendant concrètes les tentatives de constitutions de minorité de blocage. Le lundi 9 novembre, l'alliance anti nucléaire autricho-luxembourgeoise s'est exprimée formellement en publiant un communiqué dénonçant les mesures portant le nucléaire comme énergie bas carbone (article 5, point a) 3)). Ils soulignent la substitution d'une dépendance au gaz à une nouvelle dépendance pour l'uranium naturel importé. La revendication englobante étant l'exigence d'objectifs renouvelables demeurant« 100 % renouvelables » en priorisant le financement des énergies renouvelables et de solutions « d'avenir » dès maintenant.

Autriche, quels alliés pour soutenir le non au nucléaire "vert"

La République autrichienne a pu s'exprimer pour étayer ses revendications. La publication du communiqué s'inscrit dans une volonté assumée de constituer une minorité de blocage au vote du texte. La coalition affirme que les discussions sont dynamiques au sein du groupe des « Amis des énergies renouvelables » mais aussi que les deux coalitions restent connectées. Désormais, l'alliance anti nucléaire cible les états soucieux des allocations du budget européens ou neutres et non nucléaires affirmés - Malte, Chypre, États Baltes - dans une stratégie visant à« démontrer que financer le nucléaire assécherai les fonds alloués à leurs propres infrastructures et réseaux ». Si Berlin n'a pas répondu à l'appel, la présidence irlandaise du Conseil et le Danemark ont exprimé leur volonté d'incarner une position « conciliante ». L'Autriche s'impose traditionnellement comme un État anti nucléaire, au vu de l'inscription dans sa constitution depuis 1999, du refus de toute production, stockage d'énergie nucléaire ou de transport d'armes nucléaires sur son territoire.

La ligne anti nucléaire autrichienne, irréductible résistance au sein des discussions

Le communiqué dénonce la substitution d'une dépendance gazière à celle d'une dépendance de l'uranium importé. Selon eux « l'idée d'un nucléaire européen 100% souverain est une illusion économique et géopolitique », considérant l'Europe encore « lourdement dépendante de pays tiers (Russie, Kazakhstan, Niger) » sur l'ensemble de la chaîne d'exploitation (approvisionnement, conversion, enrichissement). Ils se refusent à la catégorisation du nucléaire comme énergie souveraine, lui préférant comme solution locale et immédiate « le soleil, le vent et l'eau européens ». Les craintes principales de Vienne sont aussi celles du risque lié à l'exploitation atomique. En plus des centrales vieillissantes ou en extension avoisinant son territoire (Temelin et Dukovany en Tchéquie ainsi que Mochovce en Slovaquie), elle pointe du doigt le « drainage des capitaux nécessaires à la transition verte d'urgence » et la « question irrésolue de la gestion à long terme des déchets hautement radioactifs ».

Cette dernière a également été soulevée lors de la Conférence de Presse tenue par la Commission Européenne le 9 novembre. La République tchèque a évoqué la nécessité pour cette dernière de clarifier sa position et ses orientations concernant le nucléaire. La rédaction de POLITICO s'est ensuite enquise de savoir si l'Union envisageait une mutualisation de la gestion des déchets nucléaires, que ce soit par un fonds commun ou une logistique partagée et solidaire, afin d'éviter une catastrophe écologique. Cette question s'appuyait sur les constats suivants :

- le développement du nucléaire semble encouragé pour accompagner la transition jusqu'en 2030,
- et 241 milliards d'euros sont prévus dans le dernier PINC pour l'entretien des centrales existantes et le développement de nouvelles unités.

Les commissaires ont exprimé sobrement leur renvoi à l'article 7 du règlement EDAR sur la gestion et la planification de la sûreté des centrales à l'échelon national par les États. Légitime est alors le questionnement sur le caractère succinct de cette réponse, les acteurs européens attendant certainement une réponse plus développée par la suite.

Une stratégie diplomatique intégrant la quête de soutiens

En signant le communiqué des Amis des énergies renouvelables, l'Autriche étend ses priorités et vise une minorité de blocage contre un nucléaire qui ne

Related Tags

Energy Climate Governance EU transition Competitiveness

Related countries

USA Ukraine Hungary Russia Finland EU

Latest news

- Starlink connection restored at high speed in Ukraine, defense minister says — 16 MINS AGO
- Burnham pushes Trump on Ukraine's Starlink access
- Melania Trump says she secured 'localized' ceasefire in one Ukrainian city
- Ukraine and Russia each exchange 270 prisoners of war — 20 HRS AGO
- Austria expels 4 Russian diplomats
- French prosecutors open hate crime probe after deadly drive-by shooting — 22 HRS AGO

ALL LATEST NEWS >

serait « ni vert, ni renouvelable, ni une énergie d'avenir », sans « le moindre euro de subvention européenne » ni « traitement de faveur réglementaire »
La présidence irlandaise du Conseil a également fait état de la continuité des discussions menées au sein du COREPER et avec l'alliance des Amis des énergies renouvelables.

Par ailleurs, l'Autriche et ses alliés comptent dans leur stratégie diplomatique sur le soutien de coalitions d'ONGs s'opposant également à la considération du nucléaire comme énergie bas carbone : « Nous nous appuyons sur l'expertise d'organisations comme le BEE (Bureau Européen de l'Environnement), CAN Europe (Climate Action Network), Greenpeace et l'ONG autrichienne Global 2000 (Amis de la Terre) ». Des liens se construisent également avec le parlement. L'eurodéputé autrichien Alexander Bernhuber, a rédigé une tribune (cosignée par l'EEB, Greenpeace et United for Climate Justice) allant dans ce sens. D'autres stakeholders membres de « l'Alliance Energie verte » se rapprochent également des amis des énergies renouvelables de façon indépendante.

Des questions qui perdurent - article 194 TFUE : Une version, deux lectures

En somme, le débat se cristallise autour de plusieurs scissions : si tous les acteurs invoquent l'article 194 du TFUE, tous n'y voient pas la même ouverture. Les pro nucléaires y voient la garantie pour chaque État de garder la compétence de choix du mix là ou leurs opposants y voient le droit des États antinucléaires de ne pas assister à l'attribution de fonds européens au développement de la filière atomique. De plus, pour ces derniers, pourquoi attribuer aux PNECs comme contribution équivalente aux objectifs de déploiement des énergies renouvelables, 12% du bouquet énergétique au nucléaire « bas carbone » si l'objectif à l'horizon 2030 est de tarir cet usage de l'atome ?

L'article 5, point a) 3) cristallise l'opposition : là où l'Autriche et le Luxembourg dénoncent une dépendance à l'uranium importé et un détournement des financements, les douze États de l'Alliance du nucléaire défendent, au nom de la neutralité technologique, l'intégration de l'atome aux plans nationaux énergie-climat. ». Dès lors, quelle position la Commission adoptera-t-elle, et quelles concessions chaque camp devra-t-il consentir ? Quelle place accorder au nucléaire dans le texte ? Pourquoi lui offrir un soutien aussi large si c'est pour le voir s'éteindre dès 2030 ? Et quels objectifs contraignants justifieraient de le classer parmi les énergies bas carbone ?

Lucile BINICK
Avec la collaboration de Emma Cézard et Charlotte Bernier

Related Tags

Energy Climate Governance EU transition Competitiveness

Related countries

USA Ukraine Hungary Russia Finland EU

Latest news

Starlink connection restored at high speed in Ukraine, defense minister says — 16 MINS AGO
Burnham pushes Trump on Ukraine's Starlink access
Melania Trump says she secured 'localized' ceasefire in one Ukrainian city
Ukraine and Russia each exchange 270 prisoners of war — 20 HRS AGO
Austria expels 4 Russian diplomats
French prosecutors open hate crime probe after deadly drive-by shooting — 22 HRS AGO

ALL LATEST NEWS ›

POLITICO

Download on the App Store
GET IT ON Google Play

POLICY
Agriculture and Food
Central Banker
Competition and Industrial Policy
Cybersecurity and Data Protection
Defense
Energy and Climate
Energy and Climate UK
Energie et Climat France
Financial Services
Financial Services UK
Health Care
Industrie & Handel
Mobility
Paris Influence
Sustainability
Technology

NEWSLETTERS
Berlin Bulletin
Berlin Playbook
Brussels Playbook
Dimanchissime
EU Influence
Global Playbook
Global Policy Lab: Living Cities
Global Security
London Influence
London Playbook
Le Weekly
Playbook Paris
POLITICO Confidential
Sunday Crunch

PODCASTS
EU Confidential
Politics at Sam and Anne's
Power Play
Westminster Insider
Berlin Playbook — Der Podcast

OPINION
All Opinion
Beyond the Bubble
Germany Interpreted
Declassified
From Across the Pond
Unpacked

FEATURED SERIES
Danish Presidency of the EU
Europe's looming water crisis
Polish Presidency of the EU
A global emergency: Tackling antimicrobial resistance
Living Cities
POLITICO 28

SUBSCRIPTIONS
POLITICO Pro
Print Edition
Research and analysis division

EDITIONS
POLITICO Europe
POLITICO UK
POLITICO France
POLITICO Germany